

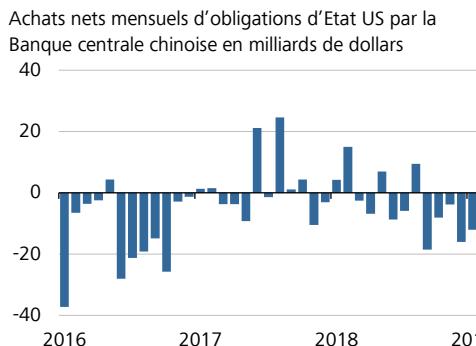
Commentaire sur le marché

Des millions d'eurocéens déposeront leur bulletin de vote dans l'urne d'ici au 26 mai. Les élections européennes devraient donner lieu à différentes évolutions (politiques) pour les prochains mois.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

En mode vente



Source: Bloomberg

La BCC a vendu en mars des obligations d'Etat US pour 20 milliards de dollars. Dans le conflit commercial en escalade, on craint que le pays n'utilise ses énormes réserves de devises comme moyen de pression. Faute d'alternatives dans les autres devises et vu la trop forte dévaluation du renminbi qui déclencherait une nouvelle fuite des capitaux, cette «arme» est limitée.



GROS PLAN

La saison des résultats se termine bien

La plupart des entreprises ont présenté leurs données pour le T1 2019 sur une note plutôt positive: aux USA, les bénéfices augmentent contre toute attente d'env. 40%, mais stagnent en Europe et au Japon. Partout, les chiffres d'affaires ont crû. Les bénéfices ne devraient pas flétrir cette année.



LE PROGRAMME

Calendrier en Suisse bien rempli

Les Bourses seront fermées aux USA lundi à cause du «Memorial Day». Mais en Suisse, le calendrier est chargé: chiffres T1 du PIB et commerce extérieur (mardi), baromètre conjoncturel KOF (mercredi) et chiffres du commerce de détail (vendredi).

L'Europe a l'embarras du choix: env. 400 millions de citoyens votants dans 28 Etats membres de l'UE décideront ces jours-ci de qui agitera le sceptre les prochaines années au parlement européen à Strasbourg. En raison de différentes habitudes dans les pays de l'UE, les élections se déroulent sur quatre jours entre le 23 et le 26 mai. On attend les premiers résultats dimanche vers 23h. L'intérêt pour les élections européennes est nettement plus important que par le passé, que ce soit du côté de la population comme du côté des acteurs du marché financier. Et ce n'est pas un hasard. Car d'un côté, on s'attend à une nette hausse des suffrages pour les partis populistes. Et de l'autre, les élections constituent le coup d'envoi pour une valse du personnel.

A la lumière des sondages, les populistes de gauche et de droite devraient récolter environ 30% de tous les suffrages. Mais même si cela semble inquiétant à première vue, le risque pour le «Projet Europe» est relativisé si l'on y regarde bien. Car presque les trois quarts des populistes et des eurosceptiques sont d'Europe de l'Est et représentent des pays qui dépendent toujours de l'aide de Bruxelles et dont les économies sont à présent fermement intégrées au marché intérieur européen. Le scepticisme envers l'Europe des européens de l'Est n'est donc rien d'autre qu'un bluff politique qui ne sert qu'à récolter les voix des électeurs dans leur propre pays. Les populistes italiens, la Lega et le Mouvement 5 étoiles en tant que deuxième vecteur critique, sont à présent au pouvoir en Italie et se livrent certes une dispute continue au sujet du budget avec l'UE, mais se sont décidés pour un scepticisme européen «en douceur». Ce n'est pas étonnant quand on pense que l'approbation de l'euro en Italie a augmenté à un niveau record depuis 8 ans et que le taux d'adhésion à l'intégration européenne n'a cessé de croître ces dernières années, comme d'ailleurs dans les autres pays de l'UE aussi. Et même les Britanniques, qui «doivent» tout de même encore participer aux élections européennes, nous offrent un spectacle populaire, mais sans danger à long terme. Ne se rait que par le fait que leur présence au parlement à Strasbourg semble limitée.

Une fois tous les bulletins de vote dépouillés, seuls 60 des 751 sièges à pourvoir devraient être occupés par des eurosceptiques «durs». Le nouveau parlement européen sera au final un reflet de la polarisation et de la fragmentation croissante que l'on peut observer partout en Europe actuellement. Il est très probable que le Parti populaire européen (PPE) et les socialistes perdront leur majorité. Pour former une majorité, ils vont devoir s'allier avec les Verts ou les Libéraux et Démocrates (ALDE). Le nouveau parlement élu se réunira alors pour la première fois dans sa nouvelle composition en juillet. Entretemps, le marchandage autour du pourvoi de différentes positions clés dans les institutions européennes va s'intensifier. Le poste du président de la Commission européenne et la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) sont particulièrement convoités. Le choix des bonnes personnes doit satisfaire à diverses exigences répondant à un équilibre politique, géographique, démographique et de genre. Les pays d'Europe du Sud ayant été souvent pris en compte récemment pour les questions de pourvoi de postes, à présent les regards se tournent vers l'Allemagne et la France, qui sont en concurrence en termes de présidence de la BCE. Au sein de la Banque d'émission, l'allemand Jens Weidmann était à ce jour sans doute la personne la plus critique envers l'argent bon marché. Tout français garderait plutôt les traces de Mario Draghi. Dans ce sens, le pourvoi du directoire de la BCE constitue aussi une décision de principe pour la future politique monétaire européenne.

Oliver Hackel, CFA
Responsable Macro & Investment Strategy

RAIFFEISEN

Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office

Raiffeisenplatz

9001 St-Gall

ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

<https://www.raiffeisen.ch/placements>

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque

Raiffeisen locale:

www.raiffeisen.ch/web/ma+banque

Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres

publications Raiffeisen sous le lien ci-après:

www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-prives/placer/

marches-opinions.html

Mentions légales

Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusivement. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuelles commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.

RAIFFEISEN